

Sommaire

Introduction : qu'est-ce que l'Europe ?

Cédric Durand — 7

La fin de l'européisme

Stathis Kouvelakis — 49

Les marchés et les peuples : capitalisme démocratique et intégration européenne

Wolfgang Streeck — 59

L'euro en crise ou la logique perverse de la monnaie unique

Costas Lapavistas — 71

Un césarisme bureaucratique

par Cédric Durand et Razmig Keucheyan — 89

Néolibéralisme et néonazisme : de la violence à Athènes en temps de crise

Dimitris Dalakoglou — 115

Épilogue : face à la crise, face à l'Europe

Cédric Durand — 133

La fin de l'européisme

Stathis Kouvelakis

L'histoire du capitalisme est l'histoire de ses crises. Confronté à ses contradictions, ce mode de production n'a eu de cesse de repousser ses propres limites pour relancer sa dynamique. Ce dépassement ne se fait cependant jamais sans heurts, il ne parvient qu'à déplacer les limites à une autre échelle et dans une autre configuration. Les contradictions ne disparaissent pas mais ne font que se transformer, ce qui conduit à de nouvelles crises. Si le capitalisme est en mesure de se réinventer, les recompositions opérées n'en restent pas moins inscrites dans les mêmes fragilités structurelles fondamentales. C'est du moins le schéma que l'on retrouve dans toutes les grandes crises du capitalisme depuis le *xix^e* siècle.

La crise des années 1870 et 1880 précipita la fin de l'ère libérale classique. Elle ouvrit la voie aux monopoles, à une nouvelle vague d'expansion impériale et aux premières tentatives de rationaliser l'économie et de réguler l'antagonisme de classe par l'intervention de l'État. Cette première « grande transformation » du mode de production conduisit à son tour à la Première Guerre mondiale – ou plutôt, à la nouvelle guerre de Trente Ans du « court vingtième siècle ». Cette séquence historique permit l'émergence d'un bloc socialiste, la décolonisation, l'affirmation de nouvelles formes de domination impérialistes, mais également, *last but not least*, le développement de

En finir avec l'Europe

l'État-providence. Cette forme domestiquée du capitalisme ne concerna qu'un petit nombre de pays occidentaux. Mais elle donna une légitimité sans précédent à ce système économique car elle parvint à combiner croissance économique accélérée et stabilité politique avec les formes de la démocratie parlementaire.

Avec le recul, il est apparu clairement que cette configuration fut le produit de circonstances exceptionnelles – deux guerres mondiales et une révolution socialiste victorieuse sur un sixième du globe –, des circonstances qui ont très peu de chances de se reproduire. Quoi qu'il en soit, trois décennies suffirent à épuiser cette dynamique, laissant place à une nouvelle époque, celle du néolibéralisme. Au cours de la période néolibérale, le capitalisme a réussi à reprendre la plupart des avantages concédés aux travailleurs, profitant de l'affaiblissement du mouvement ouvrier consécutif au développement d'un chômage de masse, puis de l'effondrement du « camp socialiste ». Le nouveau monde du capitalisme globalisé et financiarisé s'est construit sur les ruines des expériences socialistes et de leurs versions atténuées sous forme d'État-providence.

Il est trop tôt pour juger si la crise partie de l'immobilier américain en 2007 marquera la fin de l'ère néolibérale. D'un certain point de vue, les plaques tectoniques ont à peine commencé leur mouvement ; les rapports de forces sont encore incertains, même si l'avantage stratégique obtenu par les classes dominantes au plus haut de la période néolibérale joue toujours à plein. Ce qui semble certain, en revanche, c'est que cette crise laissera derrière elle au moins une victime : le prétendu « projet européen » ou « d'intégration européenne », incarné dans les institutions de l'Union européenne (UE) et dont l'Union économique et monétaire (UEM) constitue le cœur.

Si l'on pense qu'il s'agit là du seul projet un tant soit peu significatif consciemment produit par les classes dominantes du Vieux Continent, il est clair que nous assistons à un tournant d'importance historique mondiale, comparable par certains aspects à la victoire de l'Ouest dans la guerre froide. L'idée que la coordination et la diffusion des politiques néolibérales ont constamment été au cœur du projet européen, surtout depuis sa relance en 1986 par l'Acte unique, n'est pas nouvelle. Il est également notoire, grâce en particulier à la puissante argumentation de Perry Anderson¹, qu'une mise à distance de toute forme de contrôle démocratique et de responsabilité devant les peuples est un principe constitutif du réseau complexe d'agences technocratiques et autres collèges d'experts qui forme la colonne vertébrale des institutions de l'UE. Ce qu'on a appelé par euphémisme le « déficit de démocratie » est en fait un déni de démocratie, légitimé de diverses façons par les apologistes du projet européen. Ce fait est devenu flagrant dès les référendums français et néerlandais de 2005 sur le projet de Constitution européenne. Mais la crise a joué le rôle d'un détonateur, jetant une lumière crue sur l'économie politique de l'UEM et exposant au grand jour les contradictions qui travaillent le projet européen dans sa globalité.

À partir du traité de Maastricht de 1992, il est devenu manifeste que l'ensemble du projet de l'UE, non seulement dans ses dimensions économique et politique mais aussi en tant que substrat fondamental de l'idéologie européenne, était de plus en plus dépendant de la réalisation de l'UEM. Pour la première fois dans l'histoire, une monnaie commune à plus de 300 millions de personnes, vivant dans 17

1. Perry Anderson, *Le Nouveau Vieux Monde*, Marseille, Agone, 2011.

En finir avec l'Europe

pays différents, fut créée, pour ainsi dire, de toutes pièces, en l'absence d'un État unifié pour la soutenir. Cette création ne peut se comprendre que dans le contexte d'un capitalisme de plus en plus financiarisé. L'euro constitue à la fois l'expression de ce qui est désormais une tendance dominante et un puissant instrument qui permet de pousser la financiarisation encore plus loin. C'est un projet de monnaie mondiale conçue pour entrer en compétition avec le dollar américain. Or, ce type d'ambition impériale n'aurait pu être porté par aucune des monnaies nationales des pays de l'UE, même pas par celle de l'économie la plus puissante, le deutsche mark. Elle n'aurait pas davantage pu s'accomplir en tant que monnaie d'un super-État européen unifié, car il n'existe pas de capitalisme européen, si ce n'est comme convergence d'économies nationales, d'espaces nationalement définis d'accumulation du capital, ou pour le dire autrement, de formations sociales nationales, chacune étant caractérisée par une structure de classes et des rapports de forces qui lui sont propres.

La résolution de ce balancement (« ni... ni... »), qui exprime parfaitement la nature du projet européen dans son ensemble, se trouve dans les fameux pactes de stabilité. Ils généralisent dans la zone euro tout entière les principes fondamentaux de ce que Habermas appelait très justement, dans ses meilleures pages, le « nationalisme du deutsche mark » : une banque centrale indépendante, la priorité absolue donnée à la lutte contre l'inflation, une stricte discipline budgétaire et toute une culture procédurale neutralisant les choix politiques sous couvert d'une gestion technocratique saine et vertueuse. Il faut y voir bien plus qu'un particularisme, qu'il soit culturel (« protestant », dit-on) ou politique (celui de la République fédérale née des cendres d'un projet

irrévocablement défait d'expansion impériale); bien plus, aussi, que la simple expression du rôle économique moteur de l'Allemagne dans l'UE. Ces conditions, qui inscrivent le néolibéralisme dans le code génétique de l'UEM, sont en fait des prérequis indispensables à la réalisation du projet de monnaie mondiale dans les circonstances extrêmement singulières décrites plus haut. Elles constituent la matrice d'une convergence stratégique volontaire des classes dominantes d'Europe et donnent en même temps à l'Allemagne un rôle proprement hégémonique – sans qu'il soit jamais politiquement explicite, comme s'il était enveloppé d'une légitimation « postnationale » et « européenne » diffuse.

Ces fondements de l'UEM sont à l'origine d'une dynamique de polarisation entre un « centre » et une « périphérie¹ ». La perte de compétitivité de la périphérie (les fameux « PIGS » : Portugal, Irlande, Grèce, Espagne), résultant de niveaux d'inflation plus élevés et d'une augmentation du coût nominal du travail, n'est que l'envers des prouesses exportatrices de l'Allemagne et des autres pays du centre, les déficits du premier groupe reflétant les excédents croissants du second. Ce mécanisme a été puissamment amplifié par la simple existence de la monnaie unique. La soudaine crédibilité des dettes publiques et privées de la périphérie sur les marchés internationaux s'est traduite par une forte diminution du coût du crédit. Qui pouvait penser qu'il y avait le moindre risque de défaut de paiement de la part d'un pays membre d'une zone monétaire aussi puissante et florissante que la zone euro ?

Le succès a duré quelques années. Il a accéléré la financiarisation des économies, la formation de

1. Voir Costas Lapavistas (éd), *Crisis in the Eurozone*, Verso, 2012.

En finir avec l'Europe

« bulles » de toutes sortes dans la périphérie (en particulier dans l'immobilier, les banques et la consommation privée reposant sur le crédit) répondant aux exportations records et aux gigantesques flux de crédit en provenance des pays du centre. L'accroissement des inégalités sociales, les destructions environnementales et l'affaiblissement des capacités productives des « perdants » ont été rendus invisibles, dissimulés par la légende dorée de la monnaie unique, soi-disant garante de prospérité et de stabilité pour tous. Cette époque fut celle du triomphe de l'idéologie européiste : un retraité grec ou portugais au revenu mensuel de quelques centaines d'euros se sentait appartenir au club des riches et des puissants, sur un pied d'égalité avec ses homologues d'Europe du Nord. « L'Europe », enfin, avait un sens plus concret, et plus unifiant sur le plan symbolique, que ces lointaines institutions bureaucratiques et dépourvues de légitimité populaire. Pour reprendre le mot célèbre de Marx citant Shakespeare, l'argent est ce « niveleur radical [qui] efface toutes les distinctions¹ ».

Avec l'entrée en récession en 2008, la réalité refoulée a pris sa revanche, brisant le fétichisme de la monnaie unique et l'euro-euphorie. Il serait naïf, bien sûr, de faire de l'euro en tant que tel la source de la crise ; celle-ci est d'ampleur internationale et s'enracine profondément dans les contradictions du mode de production lui-même. Mais l'euro, et plus généralement la mécanique d'ensemble de l'UE, a eu une influence décisive sur la forme spécifique prise par la crise dans cette région et sur les stratégies adoptées par les groupes dominants pour y faire face. C'est dans ce contexte que la divergence préexistante entre la périphérie et le centre de la

1. Karl Marx, *Le Capital* [1887], vol. I, chap. 3, section 3A.

zone euro a pris des proportions abyssales. Malgré la faiblesse de la croissance allemande au début des années 2000 et la brutalité du choc récessif de 2009, l'économie de ce pays a plutôt mieux résisté au choc de la crise que celle de ses voisins. Le contraste est saisissant avec les PIGS qui se sont enfoncés dans une spirale récessive et, plus particulièrement, avec la Grèce qui connaît une dépression d'une ampleur comparable à celle des années 1930 et se trouve une nouvelle fois dans la position du « maillon faible » du capitalisme européen. Cette dynamique de la crise en Europe n'est cependant pas le résultat du jeu aveugle de forces purement économiques. Les marches de cette descente aux enfers ont été franchies une à une au fil des décisions de l'ensemble des institutions de l'UE, le FMI jouant seulement un rôle secondaire et relativement moins agressif. Avec la transformation de la crise bancaire en crise de la dette, le cauchemar s'est installé dans les États de la périphérie. Chaque sommet de l'UE, chaque cycle de négociations entre débiteurs et créanciers a rallongé la liste des « plans de sauvetage » accompagnés de « mémorandums » draconiens. Cette « thérapie de choc » *made in Europe* n'a rien à envier aux modèles standards appliqués par le FMI aux pays du Sud dans les années 1980 et 1990, plaçant de fait des pays entiers en situation de « souveraineté limitée ».

Les fameux plans de prétendue « aide à la Grèce » en sont la meilleure illustration. Ces plans ne sont que des prêts garantis accordés à des taux d'intérêt salés, et nullement de l'argent frais. Leur objectif est d'assurer un remboursement aussi complet que possible d'une dette publique, dont la charge représente un coût exorbitant et dont le volume relativement à l'économie ne cesse d'enfler (180 % du PIB en 2013). Le principe consiste à couper sauvagement dans les dépenses publiques pour arriver à dégager